

**SYNDICATS NATIONAUX de l'INSEE**  
**CGT, CFDT, CGT-FO, SUD, UGA-CGC, CFTC**

---

**TOUS EN GRÈVE ET DANS LA RUE, PUBLIC ET PRIVÉ, LE 19 MARS !**

**Le gouvernement refuse de prendre en compte les revendications des salariés**

La mobilisation du 29 janvier dernier a été exceptionnelle, avec plusieurs millions de salariés dans la rue, du public comme du privé. Depuis, le gouvernement n'a apporté aucune réponse satisfaisante aux revendications portées dans l'unité par les salariés, les privés d'emploi, les retraités et leurs organisations syndicales. L'annonce de N. Sarkozy après une rencontre avec les organisations syndicales le 18 février dernier n'apporte que quelques mesures d'ordre symbolique répondant insuffisamment à la demande sociale : quelques allègements d'impôts, un processus de concertation sur le partage de la valeur ajoutée et des profits, la création d'un fonds d'investissement social est programmé... **Rien pour les salaires et la consommation** ; pas de modification significative du cap économique et social de la politique gouvernementale.

Lors de la réunion multilatérale du 3 mars dernier avec les organisations syndicales de la Fonction publique, le ministre Eric Woerth s'est contenté de réaffirmer les choix 'dramatiques' du gouvernement pour le service public et pour les fonctionnaires.

Après la crise financière, la crise économique pèse lourdement sur le climat social : multiplication de plans sociaux et du chômage technique, forte augmentation du nombre de chômeurs, salaires en berne. Alors que cette crise a pour origine des comportements spéculatifs de financiers, ce sont les salariés qui vont payer la note ! **Il faut refuser cela !**

C'est pourquoi nous demandons :

- ▶ la priorité au maintien des emplois dans un contexte de crise économique.
- ▶ l'amélioration du pouvoir d'achat, la réduction des inégalités dans les politiques salariales.
- ▶ l'orientation de la relance économique vers l'emploi et le pouvoir d'achat.
- ▶ la préservation et l'amélioration des garanties collectives.
- ▶ la réglementation de la sphère financière internationale.

▶ Et en particulier pour la sphère fonction publique :

- L'augmentation du point d'indice (et non pas des mesures pansements comme la GIPA) !
- L'arrêt des suppressions d'emplois, ainsi que des créations partout où le besoin en est criant.
- Le retrait des projets des lois « Hôpital Patients Santé Territoire » et « mobilité et parcours professionnels ».

**La seule réponse est une mobilisation à la hauteur de nos attentes !**

Le gouvernement demeure sourd aux revendications portées par les personnels et soutenues par la très grande majorité de la population. Au nom d'un soi disant « civisme », les agents de la fonction publique devraient accepter sans revendiquer, le démantèlement aggravé de leur outil de travail, du statut et la réduction de l'intervention publique. **A-t-on demandé aux responsables de la crise de faire preuve de civisme ?**

A l'Insee, le projet de délocalisation est maintenu, malgré la situation financière du pays et alors que le rapport Cotis-Duport souligne les « hauts risques » encourus s'il n'est pas réalisé dans des conditions financières suffisantes. Comment imaginer aujourd'hui que l'État mettrait les moyens à hauteur de 200 millions d'€ pour la délocalisation de la statistique publique ? Le maintien du projet de délocalisation risque de se révéler dévastateur, pour le service statistique public !

**A l'Insee le 29 janvier nous étions plus de 40% à être en grève. La mobilisation doit continuer !**

**Nous invitons les personnels à participer aux AG qui se tiendront dans leurs établissements et à participer à la journée du 19 mars en faisant grève et participant aux manifestations qui seront organisées dans chaque région.**

A Paris le 11 mars 2009